

Déclaration Filpac – Réunion SPQR du 4 novembre

Au moment où les salariés de Nice Matin et beaucoup d'autres s'interrogent sur leur avenir, le SPQR convoque une réunion paritaire sans contenu sérieux.

Oser parler de point d'étape, de dialogue social alors que dans l'ensemble des groupes ce sont des rafales d'annonces de licenciements sous toutes ses formes qui sont annoncées, le compte n'y est pas.

Que penser de la GPEC et de l'EDEC, qui devaient paraître-il, préparer les salariés à un avenir certain ?

Une poignée de titres n'a saisi l'opportunité de l'accord de branche que pour envoyer un nombre limité de salariés en formation. Nous sommes bien loin des enjeux de la profession.

Le semblant d'ordre du jour concocté par le SPQR est vraiment bien loin de ce qui devrait être discuté dans une telle instance. Mais le SPQR est-il à la hauteur ? Non, maintenant nous l'affirmons.

Dès lors, cette réunion du 4 novembre n'est qu'une mascarade de négociation et de dialogue social. Depuis bien longtemps, trop longtemps, le SPQR n'est qu'une instance où aucune décision est prise, aucune directive donnée, et finalement un arbre qui ne peut masquer toute l'étendue des désastres passés ou à venir dans la forêt des plans sociaux qui se succèdent. Le SPQR ne pense stratégie de presse qu'en forme de sébile tendue au gouvernement pour réduire la masse salariale. La Filpac exige que l'argent serve au développement de la presse.

Les conventions collectives des salariés de la presse, toutes catégories confondues sont directement menacées. Pour preuve, maintes de ses adhérents ont engagé des mesures d'externalisation, de filialisation, ayant pour seul but d'implanter la calamiteuse convention Syntec.

La gestion catastrophique des éditeurs de presse est la raison essentielle de cette situation. Ils se cachent derrière l'essor du numérique pour justifier les destructions d'emplois, pour justifier la main mise de la finance sur l'information.

Trop, c'est trop. La Filpac-CGT ne participera pas à cet ersatz de discussion dans les salons feutrés du SPQR.

La Filpac exige une date d'ouverture de négociations nationales portant notamment sur les points suivants :

- un arrêt immédiat des plans de licenciements ;
- que le crédit d'impôts CICE serve à l'emploi, aux créations de postes, à la mise à fin de toutes formes de précarité, sous peine de nullité ;
- que la logique libérale du décret Sarkozy et ses suites soit inversée : les aides publiques doivent servir au soutien de l'information politique générale et de ses emplois ;
- une réorientation des aides à la presse où l'argent public sera destiné à la création et l'innovation éditoriales, ses moyens techniques et industriels ;
- la mise en place d'un réseau universel de distribution avec délégation de service public, reprenant et développant le principe coopératif énoncé par la loi Bichet concernant la péréquation des coûts ;
- l'engagement des éditeurs concernant les investissements pérennisant les emplois et les imprimeries de presse ;
- La création d'un réseau national d'impression au service de l'information, chargé de fabriquer toutes les publications bénéficiant des aides publiques ;

Ce cadre national de négociation devra déboucher sur un nouveau statut démocratique et social de l'entreprise de presse, au service de l'information et de ses salariés.

Pourquoi ces exigences ?

Ce que nous déclarons aujourd'hui ne s'adresse pas uniquement au SPQR. Toutes les formes de presse sont concernées.

L'ensemble de la profession est en alerte, la sauvegarde de la presse d'information générale, quels qu'en soient les supports de diffusion, doit de toute urgence bénéficier d'une négociation nationale.

Cela a été le sens de notre rassemblement le 6 mars devant le Ministère de la Culture où notre organisation syndicale a été reçue.

Cela a été le sens du courrier que nous avons envoyé au SPQN, SPQR et SEPM et qui a été suivie par une rencontre d'une délégation Filpac au SPQR fin juin 2014.

La réponse du président du SPQR quelques jours plus tard n'a pas répondu aux attentes de la Filpac-CGT quant à la situation de la profession. Elle confirme le peu de cas que font les éditeurs de la situation des salariés qui ont contribué à l'essor de tous les groupes de presse.

Messieurs les éditeurs, vous utilisez le numérique pour justifier les réductions d'effectifs. Mais ce sont bien les recompositions capitalistiques qui amènent à ces destructions d'emplois au profit de groupes financiers et industriels qui font main basse sur l'information et ne pensent qu'à une rentabilité à deux chiffres.

Nous aurions souhaité que le SPQR, dans ces moments cruciaux pour la presse et la liberté de l'information, prenne la mesure des demandes de la Filpac pour défendre notre profession.

Les mesures libérales avancées par de soi-disant experts dans quelques rapports ne peuvent avoir le soutien de ceux qui font la presse.

Dans ces conditions, vous comprendrez que nous ne cautionnerons pas aujourd'hui par notre présence ce simulacre de réunion paritaire et réitérons notre exigence d'ouverture de négociations nationales et globales sur tous les aspects que nous venons d'exposer. Nous préférons faire le point avec tous nos camarades représentants l'ensemble des titres de presse nationales et régionales réunis ce matin devant le siège du SPQR. Notre campagne pour la défense de l'information et ses emplois va se poursuivre et nous sommes particulièrement attentifs à l'avenir de Nice Matin.